

● (12.40 p.m.)

M. Brewin: Par l'intermédiaire de ses services de défense, le Canada a un rôle spécial à jouer pour assurer l'édification de la communauté mondiale. C'est notre situation géographique qui nous le permet. Si notre situation était semblable à celle d'Israël, qui est plus ou moins entouré de voisins hostiles, il nous faudrait consacrer beaucoup d'efforts à la seule défense du territoire. Mais le fait que nous faisons partie du continent nord-américain entraîne certaines conséquences. Nous sommes voisins d'une super-puissance contre laquelle il nous serait impossible d'envisager une défense couronnée de succès. Puis, comme il s'agit d'une super-puissance, nous ne pouvons guère imaginer la possibilité d'être attaqués par aucun autre pays. Dans ces conditions, le Canada peut se consacrer entièrement à bien accomplir sa tâche, à ses belles réalisations passées, c'est-à-dire les rôles dont j'ai fait état au début de mon discours.

Le député de Dartmouth-Halifax-Est a commencé ses commentaires en félicitant les Forces armées canadiennes. Je tiens à le faire aussi. Je ne voudrais pas que mes louanges diminuent en quoi que ce soit mon appel au gouvernement pour éliminer le gaspillage qu'entraînent les rôles inutiles que jouent maintenant les forces armées car la faute n'en incombe pas à celles-ci mais bien à l'administration civile. D'après ma propre expérience, et j'ai parcouru avec le comité de la défense toute l'Europe ainsi que notre continent, je dirai que nos forces armées sont d'une grande compétence et d'un haut niveau professionnel, qui font honneur au Canada où elles le représentent. Je ne suis rendu à Chypre et j'ai vu ce qu'elles y faisaient. Elles sont très estimées dans l'île. Je me suis rendu aussi en Europe et, quoi que nous puissions penser de notre rôle au sein de l'OTAN, nous n'avons rien à redire à l'efficacité de nos troupes et à la haute estime manifestée à l'égard des Canadiens. S'il est vrai, comme je le crois, que nous gaspillons des centaines de millions de dollars en les consacrant à un système désuet qui devrait être mis au rancart, il incombe au gouvernement d'avoir le courage de le dire et de s'en retirer.

J'ai affirmé que nos militaires sont très compétents au point de vue professionnel. J'espère qu'il en sera toujours ainsi et qu'ils seront bien rémunérés. Cela m'amène à parler de quelque chose. Je demanderais au ministre de ne pas tenir compte de certains conseils traditionnels qu'il reçoit sans doute et d'accorder à nos militaires le droit à la négociation collective en ce qui concerne les conditions d'emploi. Je ne vois pas pourquoi ces gens sérieux et expérimentés n'auraient pas autant le droit que les autres de faire valoir leurs revendications. D'autres pays, comme la Scandinavie et l'Allemagne de l'Ouest, je pense, l'ont permis à leurs militaires. Il convient tout à fait que des gens hautement spécialisés et intelligents reçoivent cette marque de considération.

C'est une idée nouvelle qui fait frémir certains qui restent attachés à la tradition. Ils ont tôt fait de la tourner en ridicule en demandant: Comment peut-on engager des négociations collectives en plein combat? Il va sans dire que ce n'est pas là ce que l'on propose. Il s'agit des activités et des conditions de travail en temps

[M. Nowlan.]

de paix de ceux sur qui retombent, jour après jour, les responsabilités du service dans les forces armées. S'ils refusent de se faire représenter collectivement, il n'y a pas de raison de les y obliger, mais s'ils tiennent à être représentés comme tous les autres travailleurs canadiens, il ne faudrait pas les traiter comme des inférieurs. Sauf erreur, le ministre a déjà laissé entendre qu'il ne prisait guère cette idée, mais j'espère qu'il changera d'avis, car des forces modernes méritent un traitement de ce genre de la collectivité qui l'emploie.

J'ai dit en premier lieu que j'accueillais favorablement l'introduction dans ce débat du sujet de la défense nationale. Il ne s'agit pas d'une question intéressante pour les gens de l'extérieur, mais elle revêt une importance vitale pour la sécurité du pays et pour les contribuables. Comme tous les députés, j'ai hâte que soit déposé le Livre blanc sur la défense, car à titre de parlementaires, il nous incombe d'examiner à fond les fonctions et les tâches confiées à nos forces armées, de leur fournir les moyens d'exécuter ces tâches, et de leur retirer celles qui sont devenues désuètes et inutiles.

M. John Roberts (York-Simcoe): Comme le député de Greenwood (M. Brewin), j'ai été enchanté de voir l'opposition officielle inscrire cette motion au *Feuilleton*. J'en ai conclu, comme lui, que l'opposition officielle saisissait cette occasion, à la veille de la parution du Livre blanc, de présenter à la Chambre un ensemble de considérations qui devraient selon elle figurer dans le Livre blanc. J'ai cru qu'elle voulait profiter de ce débat pour exposer ce que devrait être notre politique de défense d'après les conservateurs.

J'ai donc été un peu surpris que le député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall), après avoir dit qu'au lieu de considérer simplement les crédits disponibles et de formuler une politique en conséquence, nous devrions commencer par analyser la menace qui pèse sur nous et en déduire une politique, n'ait pas lui-même analysé cette menace dans son discours. Il nous a simplement donné un aperçu incohérent de certaines décisions prises dans le passé. Il s'est posé des questions sur une foule de choses. Il s'est demandé où nous allions trouver les ressources; il s'est demandé si nos priorités étaient bien celles énoncées à un moment donné par le premier ministre (M. Trudeau); il s'est demandé ce que nous allions faire de NORAD, de notre défense maritime, de notre préparation à la guerre anti-sous-marine. En résumé, jamais intervention ne fut plus bourrée de questions.

Et à partir de ces questions, qu'a-t-il fait de positif? Bien, il a dit qu'il avait des soupçons. Il a soupçonné que le gouvernement allait faire quelque chose ou, plutôt, qu'il n'allait rien faire. Et partant du fait que le gouvernement n'allait rien faire, il s'en est pris à ce dernier qui ne faisait pas ce qu'il n'allait pas faire. Au lieu d'une analyse constructive, nous l'avons entendu énumérer une série d'hypothèses, et fabriquer de toutes pièces des mythes que le député s'est ensuite employé à démolir. Je me suis demandé pourquoi le député n'a pas attendu la présentation du Livre blanc à la Chambre. Au moins aurait-il pu, alors, émettre des critiques en se fondant sur